



BY EMAIL

March 22, 2017

The Honorable MaryAnn Mihychuk
House of Commons
Ottawa, Ontario
Canada
K1A 0A6
MaryAnn.Mihychuk@parl.gc.ca

Dear Ms. Mihychuk:

I am writing to you as a member of the National Rural Caucus on behalf of more than 180,000 workers in every province and territory in Canada represented by the Public Service Alliance of Canada. Specifically, the 280 employees who are facing an uncertain future in Vegreville, Alberta, and need your support.

On October 27, 2016, Immigration, Refugees and Citizenship Canada employees at the Vegreville Case Processing Centre were shocked to learn that the federal government plans to close the processing centre in Vegreville and relocate it to Edmonton. Approximately 280 employees work in the centre and represent approximately nine percent of Vegreville's workforce. It has been successfully operating in the town for the past 23 years and is one of the community's largest and most stable employers.

As I am sure you are aware, a loss of this number of jobs in a rural community would be absolutely devastating. It will kill other jobs in the community, close businesses, devastate property values, and undermine the tax base, thus making it harder to operate hospitals, schools and other essential community services.

A recent socio-economic report shows that the economic impact to Vegreville would be severe, with the loss of approximately \$15.9 million of GDP and \$14.5 million of labour income. The local unemployment rate could double from the current estimate of 8% to nearly 16% and there would be a certain 25-30% drop in market values with an influx of houses hitting an already saturated market.

I live on a farm in a rural community in Manitoba, so I understand the importance of strong rural communities. I am sure you are also well aware of the benefits of living in a rural community, from proximity to family and friends to safety and security, you choose to live rural because you love it and it is your way of life. That is why these workers chose to live in Vegreville and that is why they are heartbroken that they are being forced to choose between keeping the job they love and the community they call home.

Last month, we had the opportunity to meet with Immigration Minister Ahmed Hussen to discuss the issue. He agreed to review the information provided and get back to us after meeting with other stakeholders. However, in a March 9 letter to the PSAC, he restated his commitment to close the CPC.

The town is opposed. The workers and the union are opposed. We urge you to have a dialogue with the minister about the importance of keeping these jobs in the community. As a member of the National Rural Caucus, you can help the government recognize the unique challenges that exist for small, rural communities and realize their mistake. Your voice can make a difference in this matter. I encourage you to use it to save this rural Alberta community.

For more information on the work that is being done to stop the closure, visit www.respectvegreville.ca.

Sincerely,

A handwritten signature in cursive script that reads "Robyn Benson".

Robyn Benson
National President



PAR COURRIEL

Le 21 mars 2017

L'Honorable MaryAnn Mihychuk
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0A6
MaryAnn.Mihychuk@parl.gc.ca

Chère Madame Mihychuk,

Je vous écris aujourd'hui en votre qualité de membre du Caucus rural national, au nom des 180 000 travailleuses et travailleurs représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada dans chaque province et territoire. Et pour plaider en particulier la cause des 280 employés de Vegreville qui affrontent un avenir incertain et sollicitent votre appui.

Le 27 octobre dernier, les employés d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada au Centre de traitement des demandes de Vegreville ont appris avec stupéfaction que le gouvernement comptait fermer leur service pour le déménager à Edmonton. Les quelque 280 personnes qui y travaillent comptent pour près de 9 % de la population active de Vegreville. Depuis 23 ans, elles gèrent avec succès les activités d'un des employeurs les plus importants et stables de toute la région.

Comme vous le savez sans doute, la suppression d'un aussi grand nombre d'emplois dans une localité rurale aura des conséquences absolument désastreuses. Elle entraînera la perte d'autres emplois, la fermeture d'entreprises et la baisse de la valeur des propriétés. L'assiette fiscale en sera affaiblie, ce qui compliquera d'autant plus la gestion des hôpitaux, des écoles et d'autres services communautaires essentiels.

Selon un rapport économique récent, le taux de chômage dans la région pourrait doubler et passer de 8 % à près de 16 %. On prévoit aussi une baisse de 25 % à 30 % de la valeur marchande des maisons vu la quantité de propriétés qui inonderont un marché déjà saturé. Enfin, la fermeture se traduirait par une diminution du nombre d'élèves dans les écoles et du nombre de bénévoles dans les associations.

Je vis sur une ferme dans une région rurale du Manitoba et je comprends donc toute l'importance que revêt le tissu social d'une localité. Je suis certaine que vous connaissez bien les avantages de la vie en milieu rural, tel que la chance de vivre proche de sa famille et de ses amis dans un environnement sûr. Si l'on choisit d'y vivre, c'est parce que ce mode de vie nous convient. Voilà pourquoi les travailleuses et travailleurs du centre de

traitement ont choisi de s'établir à Vegreville. Ils ont le cœur brisé à l'idée de devoir décider entre un travail qu'ils aiment et le lieu où ils ont élu domicile.

Le mois dernier, nous avons eu l'occasion de rencontrer le ministre de l'Immigration Ahmed Hussen pour discuter du problème. Il s'est montré sensible à nos préoccupations et a accepté d'étudier l'information que nous lui avons fournie, sans toutefois s'engager concrètement à investir dans les régions rurales de l'Alberta en revenant sur la décision du ministère.

La municipalité de Vegreville s'oppose à la décision. Les fonctionnaires et le syndicat aussi. Nous vous exhortons à parler au ministre Hussen de l'importance que revêtent ces emplois pour la région. En tant que membre du Caucus rural national, vous pouvez amener le gouvernement à reconnaître les défis particuliers que doivent affronter les petites localités rurales et à admettre qu'il commet une erreur. Votre voix peut faire pencher la balance dans ce dossier. Je vous encourage donc à intercéder auprès de vos collègues pour sauvegarder cette localité rurale de l'Alberta.

Pour obtenir d'autres renseignements sur les efforts déployés afin d'empêcher la fermeture du centre de traitement, je vous invite à consulter le site www.respectvegreville.ca.

Je vous prie d'agréer, chère Madame, l'expression de ma considération distinguée.

La présidente nationale,

A handwritten signature in cursive script that reads "Robyn Benson".

Robyn Benson